



Assemblée générale

Distr. générale
24 novembre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Cinquième Commission

Points 72 b) et 136 de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme
et des libertés fondamentales**

**Projet de budget-programme pour l'exercice
biennal 2018-2019**

Effets du terrorisme sur la jouissance des droits de l'homme

**Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
A/C.3/72/L.49/Rev.1**

**État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article
153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale**

I. Introduction

1. À sa 53^e séance, le 21 novembre 2017, la Troisième Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/72/L.49/Rev.1 par 104 voix contre 1, et 63 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Elle était saisie d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme (A/C.3/72/L.70).

II. Demande formulée dans le projet de résolution

2. Au paragraphe 11 du projet de résolution A/C.3/72/L.49/Rev.1, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-treizième session, un rapport sur l'application de la résolution.



III. Activité proposée : rapport avec le plan programme biennal et les priorités pour la période 2018–2019 et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018–2019

3. L'activité visée dans le projet de résolution relève des programmes 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 20 (Droits de l'homme) du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2018–2019 (voir A/71/6/Rev.1) et des chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) [A/72/6 (Sect. 2)] et 24 (Droits de l'homme) [A/72/6 (Sect. 24)] du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018–2019.

IV. Activités prévues pour donner suite à la demande formulée

4. La demande formulée au paragraphe 11 du projet de résolution signifierait qu'en 2018 le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences devrait publier dans les six langues officielles de l'Organisation un document d'avant session de 8 500 mots, qui viendrait s'ajouter à la charge de travail existante. Le montant supplémentaire à prévoir au titre des services de documentation en 2018 se chiffrerait à 32 200 dollars.

5. Il faudrait également prévoir un montant de 48 300 dollars au chapitre 24 (Droits de l'homme) pour couvrir le coût d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) équivalant à un poste P-4 pour une durée de trois mois en 2018. Le travail consisterait à faire des recherches, à solliciter et à analyser les vues des parties prenantes au sujet des effets du terrorisme sur la jouissance des droits de l'homme et à élaborer le projet de rapport du Secrétaire général.

V. Incidences financières de la proposition

6. Pour faire face à la charge de travail supplémentaire, il faudrait prévoir, aux chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 24 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018–2019, des ressources supplémentaires non renouvelables d'un montant de 80 500 dollars qui sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources nécessaires pour 2018</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)	
Documentation d'avant session	32 200
Total partiel (chapitre 2)	32 200
Chapitre 24 (Droits de l'homme)	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pendant 3 mois	48 300
Total partiel (chapitre 24)	48 300
Total	80 500

VI. Possibilité de financement au moyen des crédits prévus pour l'exercice biennal 2018-2019

7. Aucune ressource n'est prévue dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018–2019 pour financer les activités supplémentaires demandées au paragraphe 11 du projet de résolution. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de trouver dans les chapitres correspondants du projet de budget-programme des activités qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées durant l'exercice. Il faut donc prévoir pour 2018 des crédits supplémentaires non renouvelables d'un montant de 80 500 dollars.

VII. Fonds de réserve

8. Selon la procédure arrêtée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal aux fins du financement des dépenses non prévues au budget-programme occasionnées par des décisions d'organes délibérants.

VIII. Conclusion et décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

9. L'adoption du projet de résolution A/C.3/72/L.49/Rev.1 par l'Assemblée générale entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 80 500 dollars pour 2018, dont 32 200 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 48 300 dollars au chapitre 24 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018–2019. L'Assemblée est donc invitée à approuver l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 80 500 dollars, à imputer sur le fonds de réserve pour l'exercice biennal 2018–2019.
